



Michel DELAITRE

Michel DELAITRE

Conseiller Municipal de Reims

SUPPLEANT :

PATRICK BOUCTON

Conseiller Municipal de Witry-les-Reims



Patrick BOUCTON

Candidats présentés par le
Parti Communiste Français

ENSEMBLE FAISONS DU NEUF !

Madame, Monsieur,

Après 20 ans de crise gérée alternativement par la Droite et le PS, la dégradation de la situation économique et sociale s'accélère : chômage, précarité, jeunesse sans avenir, agriculture sacrifiée, services publics démantelés, garanties sociales systématiquement remises en cause...

C'est un véritable recul de civilisation. Inacceptable !

Chefs d'entreprise, économistes en renom, responsables de grande administration, médias et politiciens, Président de la République... tous accusent la fatalité et demandent encore plus de sacrifices, la baisse des salaires, quand les profits, les spéculations, les gaspillages financiers atteignent des records fabuleux. Inacceptable !

Heureusement, vous êtes de plus en plus nombreux à refuser l'engrenage pervers des sacrifices et des difficultés. Le 20 Septembre dernier, 49% des Français ont dit "NON" aux accords de Maastricht prônés par les mêmes privilégiés. Et beaucoup de ceux qui ont dit "OUI" refusent aussi l'austérité à sens unique.

Alors que faire le 21 Mars ?

Comment voter pour faire grandir ce refus et imposer une autre politique qui respecte les besoins des gens, l'avenir des jeunes et qui s'oppose efficacement à la domination des grands financiers ?

Première exigence : **condamner la politique actuelle et ses responsables** qui n'ont pas tenu les promesses de 1981.

Ensuite : **barrer la route à la Droite** qui veut poursuivre la même politique, en l'aggravant.

Le Pen ne conduit qu'aux haines, aux violences, aux pires excès de l'Extrême-droite.

Les offres d'entente proposées à la Droite par les Verts-Ecologistes tournent le dos à tout espoir de renouveau.

Le constat est clair : **le vote communiste reste le seul moyen de faire entendre votre volonté de changement**. Des députés communistes plus nombreux à l'Assemblée Nationale seront les garants d'une meilleure défense des victimes de la crise.

Au soir du 21 Mars, la remontée de l'audience communiste, ne serait-ce que de quelques points, sera le signe **d'un changement important dans l'opinion, qui pèsera lourd pour exiger une autre politique** conforme aux aspirations de la population.

Ce changement est possible, comme le démontrent les "6 propositions pour la France" que le Parti Communiste Français soumet à votre appréciation (voir au verso) pour en débattre et **construire ensemble une politique nouvelle**, enrichie de votre diversité.

Notre responsabilité commune est grande : les technologies modernes ne doivent pas être accaparées par une minorité de financiers et leurs agents, pour imposer au monde un recul monstrueux de la civilisation.

Agissons ensemble pour revivifier la généreuse tradition progressiste de la France, pour réactualiser les valeurs humanistes de la gauche : **pas de modernité sans toujours plus d'humanité !**

A la suite du 20 Septembre, nous ferons ensemble du 21 Mars 1993, une étape prometteuse de **l'espoir retrouvé**.

Michel DELAITRE, candidat
et **Patrick BOUCTON**, suppléant

CREER DES EMPLOIS, C'EST POSSIBLE

La France a besoin d'une politique nouvelle. Les communistes font des propositions. Il les soumettent à la discussion de notre peuple.

Il existe d'immenses besoins dans les domaines les plus divers : produits industriels, alimentaires, services, transports, logements, environnement, coopération internationale...

Pour satisfaire ces besoins, il faut créer des emplois. Et c'est possible : des richesses considérables sont aujourd'hui dilapidées dans des spéculations de toutes sortes. Des crédits publics destinés à l'emploi sont détournés. Utilisons cet argent autrement : au service du progrès social et de l'avenir du pays.

MESURES IMMEDIATES POUR L'EMPLOI

Impulser une nouvelle croissance en inversant la politique actuelle qui privilégie la spéculation financière au détriment de l'investissement créateur d'emplois. Celle-ci aboutit à ce que la moitié des 1000 milliards de profits réalisés ne soit pas réinvestie. La taxation des placements financiers pour contribuer à la protection sociale ferait d'une pierre deux coups et dissuaderait la spéculation en encourageant l'investissement.

Appliquer immédiatement et rigoureusement la nouvelle loi pour l'emploi, adoptée à l'initiative des députés communistes, visant à refuser tout plan de licenciement qui ne comporterait pas les reclassements des salariés et d'autres mesures, telles que la création d'activités nouvelles, un temps accru de formation et des réductions du temps de travail.

Aller vers les 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaire. Le Commissariat au plan reconnaît lui-même qu'une réduction de 2 heures créerait 500.000 emplois sur 5 ans.

Augmenter dans les entreprises le temps de formation continue qui est actuellement en moyenne de 3,2%. Si on allait à 10% sur cinq ans, cela créerait ou maintiendrait plus de 500.000 emplois.

Humaniser les services par la création d'emplois utiles dans le secteur public, comme la SNCF, la RATP, les PTT, la santé, les maisons de retraite, l'aide à domicile pour les personnes âgées, mais aussi les banques, les distributeurs d'essence, les supermarchés, etc...

Ce sont là aussi des centaines de milliers d'emplois.

POUR LE DEPARTEMENT DE LA MARNE

Nous avons demandé au Préfet de bloquer toutes les procédures de licenciements tant que la loi votée par le Parlement, à l'initiative des députés communistes ne serait pas appliquée.

Nous demandons que toutes les entreprises qui bénéficient d'une aide publique ou d'une exonération fiscale, s'engagent en revanche à garantir l'emploi.

Nous avons proposé qu'une unité de traitement des déchets hospitaliers et médicaux soit créée à Châlons-sur-Marne, pour toute la région.

Taxer les placements financiers c'est obtenir dans le secteur du champagne, le retour à la source de capitaux nécessaires à l'investissement et au développement d'activités.

Le développement de l'agro-industrie, alimentaire et non alimentaire implique la condamnation de la politique européenne des quotas et des jachères, alors que TOUS les parlementaires marnais ont soutenu MAASTRICHT.

**POUR EXPRIMER VOS ASPIRATIONS
SERVEZ VOUS DU VOTE COMMUNISTE**